

Compte-Rendu du Conseil Municipal du 1^{er} avril 2008

Nombre d'élus : 23

En fonctions : 23

Présents : 21

Sous la présidence de M. STRAUB, Maire

Etaient présents: Mmes GAUGIN - PALUCCI - Mme MAHIEU (à partir du point n° 3) M. DHIOS – NAVROT - NICOLAY - Adjoints.

Mmes ANDRE – ANTOINE – CUSUMANO – DILLER – FLORI – HERZHAUSER – PATRICOLA.
M. CORTINA – KAUFFER – LORANG – OMINETTI – PERRET– TISON – VINCENT - Conseillers

Absent excusés: M. QUINIO → procuration à M. STRAUB
M. BRABLE → procuration à M. CORTINA

Date d'envoi de la convocation : 27 mars 2008

Secrétaire de séance : Monsieur KAUFFER

Ordre du Jour

1. Approbation du compte rendu du Conseil Municipal du 21 mars 2008
2. Élection des délégués aux structures intercommunales
3. Constitution des commissions communales et élection des membres
4. Indemnités de fonction du Maire et des adjoints.
5. Indemnités de fonction des conseillers municipaux titulaires de délégations
6. Délégations consenties au Maire par le Conseil Municipal
7. Droit à la formation des élus
8. Élection des membres du CCAS issus du Conseil Municipal
9. Élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres.

1) APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL 21 MARS 2008

M. DHIOS précise qu'il s'était retiré au dernier tour de l'élection des délégués de la Commune à la CA2M.

Aucune autre remarque n'ayant été formulée, le compte rendu du Conseil Municipal du 21 mars 2008 est approuvé.

2) ELECTION DES DELEGUES AUX STRUCTURES INTERCOMMUNALES

Rapporteur : Monsieur le Maire

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

élit

1 titulaire

DHIOS Bernard

1 suppléant

HERZHAUSER Martine

aux fins de représenter la Commune au **Syndicat Intercommunal à vocation Touristique (SIVT)**

2 titulaires

ANTOINE Christine -

VINCENT Marc

2 suppléants

MAHIEU Danielle

BRABLE Jean

aux fins de représenter la Commune auprès du **Syndicat Intercommunal pour la Construction et la Gestion du CES Albert Camus.**

2 titulaires

LORANG Philippe

NAVROT Frédéric

aux fins de représenter la Commune au sein du **Syndicat Intercommunal de la voirie de la subdivision de Metz Centre (SIVO)**

2 titulaires

VINCENT Marc

CORTINA Thierry

1 suppléant

PALUCCI Régine

aux fins de représenter la Commune au sein du **Syndicat mixte de Gestion Forestière du Val de Metz**

3 titulaires :

DHIOS Bernard

STRAUB Jacques

NICOLAY Jean Marie

aux fins de représenter la Commune au sein du **Syndicat de Protection contre les crues -**

1 titulaire

PATRICOLA Chantal

1 suppléant

BRABLE Jean

aux fins de représenter la Commune au sein du **Syndicat d'Initiative du Val de Metz**

2 titulaires :

PERRET Richard

STRAUB Jacques

1 suppléant

KAUFFER Gilbert

aux fins de représenter la Commune auprès du **Contrat Local de la Sécurité de la Couronne Messine.**

1 délégué :

Emile OMINETTI

délégué de la Commune auprès de l'**AGURAM**

3 représentants :

MAHIEU Danielle

DHIOS Bernard

ANDRE Roselyne

représentant la Commune au *Festival Musiques sur les Côtes*

Monsieur le Maire insiste sur le fait qu'il faut assister de façon assidue aux réunions ou s'excuser.

Adopté à l'unanimité.

3) CONSTITUTION DES COMMISSIONS MUNICIPALES ET ELECTION DES MEMBRESRapporteur : Monsieur le MaireLe **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,**décide** de fixer comme suit la composition des Commissions Municipales :**Commission des Travaux**Jean Marie NICOLAY - Gilbert KAUFFER - Richard PERRET - Danielle MAHIEU - Frédéric NAVROT
Emile OMINETTI - Bernard DHIOS**Commission d'Urbanisme**Régine PALUCCI - Jean Marie NICOLAY - Bernard DHIOS - Marc VINCENT - Gilbert KAUFFER -
Emile OMINETTI - Jean Luc TISON - Frédéric NAVROT - Jean BRABLE**Développement Durable - Environnement**Thierry CORTINA - Régine PALUCCI - Anne Marie DILLER - Jean Marie NICOLAY - Marc VINCENT
Emile OMINETTI - Chantal PATRICOLA - Bernard DHIOS - Frédéric NAVROT - Jean Luc TISON**Affaires scolaires et sociales**Suzanne FLORI - Jean BRABLE - Charlotte GAUGIN - Anne Marie DILLER - Nathalie CUSUMANO -
Philippe LORANG - Danielle MAHIEU - Christine ANTOINE**Animation - Vie associative - Manifestations culturelles**Anne Marie DILLER - Charlotte GAUGIN - Bernard DHIOS - Roselyne ANDRE - Martine
HERZHAUSER - Nathalie CUSUMANO - Chantal PATRICOLA - Danielle MAHIEU - Christine
ANTOINE**Communication - Tourisme**Régine PALUCCI - Jean BRABLE - Bernard DHIOS - Chantal PATRICOLA - Christine ANTOINE -
Jean Luc TISON - Martine HERZHAUSER - Yvon QUINIO

Adopté à l'unanimité.

4) INDEMNITES DE FONCTION DU MAIRE ET DES ADJOINTSRapporteur : Monsieur le Maire

VU le Code des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2123-20 et suivants,

VU les arrêtés municipaux du 31 mars 2008 portant délégation de fonctions aux adjoints,

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer, dans les conditions prévues par la loi, les indemnités de fonction versées au Maire et aux adjoints restant entendu que les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Primitif,

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide, avec effet au 21 mars 2008, date d'entrée des élus, de fixer le montant des indemnités pour l'exercice des fonctions de Maire et d'adjoints au taux maximal (% de l'indice 1015) prévu par les articles L. 2123-23 et L.2123-24 du CGCT soit :

Population totale	Maire	Adjoints
1000 à 3499 habitants	Taux maximal en % de l'indice 1015	Taux maximal en % de l'indice 1015
	43	16,5

Monsieur le Maire précise que les indemnités mentionnées dans le tableau ci-dessus varieront en fonction de l'évolution de l'indice 1015.

Monsieur le Maire précise qu'il a décidé de déléguer une partie de ses fonctions à des conseillers municipaux. Ceci permettra d'alléger les délégations données à certains adjoints. Les indemnités de ces derniers seront donc revues à la baisse. (voir point suivant)

Adopté à l'unanimité.

5) INDEMNITES DE FONCTION DES CONSEILLERS MUNICIPAUX TITULAIRES DE DELEGATIONS

Rapporteur: **Monsieur le Maire**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

VU la délibération du 26 mars 2001 fixant les indemnités de fonction du Maire et des adjoints,

Considérant que le Conseil Municipal est tenu de fixer les indemnités de fonction dans la limite des taux maxima prévus par la loi pour chaque catégorie d'élus,

Monsieur le Maire précise qu'en application des dispositions des articles L.2123-21.1 du CGCT alinéa III les conseillers municipaux auxquels le Maire délègue une partie de ses fonctions peuvent percevoir une indemnité de fonction spécifique laquelle doit toutefois rester dans le cadre de l'enveloppe budgétaire consacrée au Maire et aux adjoints ayant reçu délégation.

Monsieur le Maire précise qu'en accord avec les adjoints auxquels seront rattachés, en fonction de leur délégation, les conseillers municipaux, que ceux-ci percevront 33 % de l'indemnité qui devrait être perçue par ces adjoints.

La répartition sera donc la suivante :

	Taux revu Indice 1015
Mme PALUCCI Adjointe chargée du développement durable et de l'environnement	11,06 %
M. BRABLE Conseiller chargé de l'urbanisme et du droit des sols	5,44 %
Mme MAHIEU Adjointe chargée des affaires culturelles et sociales et du CCAS	11,06 %
Mme GAUGIN Adjointe chargée des animations, des animations estivales et des CLSH	11,06 %
Mme ANTOINE Conseillère chargée des affaires scolaires et périscolaires	10,88 %

Adopté à l'unanimité.

6) DELEGATIONS CONSENTIES AU MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

Rapporteur : Monsieur le Maire

M. le Maire expose que les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, article L 2122-22 permettent au Conseil Municipal de déléguer au Maire un certain nombre de compétences.

Dans le souci de favoriser une bonne administration communale, et après en avoir délibéré,

Le **Conseil Municipal**,

décide, pour la durée du présent mandat de confier au Maire les délégations suivantes :

1. d'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux.

2. de fixer, dans les limites d'un montant défini par le Conseil Municipal, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'un manière générale, des droits prévus au profit de la Commune qui n'ont pas un caractère fiscal.

3. de procéder, dans les limites définies par le Conseil Municipal, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre des décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au « a » de l'article L.222-5-1, sous réserve des dispositions du « c » de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires.

4. de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant inférieur à un seuil défini par décret ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du contrat initial supérieure à 5% lorsque les crédits sont inscrits au budget.

5. de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans.

6. de passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes.

7. de créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux.

8. de créer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières.

9. d'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges.

10. de décider l'aliénation de gré à gré de biens immobiliers jusqu'à 4 600 €.

11. de fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice, experts.

12. de fixer dans les limites de l'estimation des services fiscaux (Domaines) le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes.

13. de décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement.

14. de fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme.

15. d'exercer, au nom de la Commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, que la Commune en soit titulaire ou délégataire. Le cas échéant, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L 213-3 de ce même Code.

16. d'intenter, au nom de la Commune, les actions en justice ou de défendre la Commune dans les actions intentées contre elle. Cette délégation est consentie tant en demande qu'en défense et devant toutes les juridictions.

17. de régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 2000 €.

18. de réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 150 000 €.

19. d'exercer, au nom de la Commune dans les conditions fixées par le Conseil Municipal, le droit de préemption défini par l'article L.214-1 du Code de l'Urbanisme.

20. d'exercer au nom de la Commune le droit de priorité défini aux articles L.240-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Adopté à l'unanimité.

7) DROIT A LA FORMATION DES ELUS

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire expose que tous les membres du Conseil Municipal ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions électives auprès d'organismes de formation agréés. Afin de conforter ce droit, le législateur a introduit à l'article L.2123-12 du CGCT l'obligation pour le Conseil Municipal de délibérer dans les 3 mois suivant son renouvellement sur l'exercice du droit à la formation de ses membres.

Il détermine à cette occasion les orientations et les crédits ouverts à ce titre étant entendu que le montant des dépenses de formation ne peut excéder 20 % du montant total des indemnités qui peuvent être allouées aux élus de la Commune.

Compte tenu des possibilités budgétaires, il est proposé qu'une enveloppe budgétaire d'un montant égal à 2% des indemnités de fonction soit consacrée chaque année à la formation des élus.

Le **Conseil Municipal**, après avoir entendu l'exposé du Maire,

adopte le principe d'allouer dans le cadre de la préparation du budget une enveloppe budgétaire annuelle à la formation des élus municipaux d'un montant égal à 2 % du montant des indemnités des élus.

décide la prise en charge de la formation des élus comme suit :

- * Agrément des organismes de formation
- * Dépôt préalable aux stages de la demande de remboursement précisant l'adéquation de l'objet de la formation avec les fonctions effectivement exercées pour le compte de la Commune.
- * Liquidation de la prise en charge sur justificatif des dépenses.
- * Répartition des crédits et de leur utilisation sur une base égalitaire entre les élus.

décide, selon les capacités budgétaires, de prévoir chaque année l'enveloppe financière prévue à cet effet.

Adopté à l'unanimité.

8) ELECTION DES MEMBRES DU CCAS ISSUS DU CONSEIL MUNICIPAL

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que le Conseil Municipal doit fixer le nombre de membres du Conseil d'Administration du CCAS en fonction de l'importance de la Commune et des activités exercées par le CCAS.

Ce nombre est au maximum de 16 :

- 8 membres élus en son sein par le Conseil Municipal.
- 8 membres nommés par le Maire parmi les personnes non membres du Conseil qui participent à des actions de prévention, d'animation ou de développement social dans la Commune. Dans ce cas, y participent obligatoirement :
 - 1 représentant des associations familiales (sur proposition de l'UDAF)
 - 1 représentant des associations de retraités et de personnes âgées.
 - 1 représentant des personnes handicapées.
 - 1 représentant d'associations qui oeuvrent dans le domaine de l'insertion et de la lutte contre les exclusions.

On peut considérer que si le maximum est de 16 membres, et compte tenu de la présence obligatoire de 4 catégories d'associations, ce nombre ne peut être inférieur à 4 membres élus et 4 membres nommés, soit 8 membres en plus du Président (qui est le Maire de droit). Un vice-président est à élire pour présider le CCAS en cas d'absence du Maire dès que le Conseil d'Administration est constitué.

En 2001, 5 personnes issues du Conseil Municipal avaient été élues. Le Maire propose de reconduire ce choix de 5 élus.

Pour nommer les membres non élus du CCAS, les diverses associations doivent être informées collectivement par voie d'affichage en Mairie et par tout autre moyen (presse par exemple) du prochain renouvellement des membres nommés du Conseil d'Administration du CCAS ainsi que du délai qui ne peut être inférieur à 15 jours, dans lequel elles peuvent formuler des propositions concernant leurs représentants. Le Maire exerce ensuite son choix.

M. LORANG et KAUFFER – Mmes MAHIEU – DILLER et GAUGIN proposent leur candidature.

Ils sont élus à l'unanimité.

9) ELECTION DES MEMBRES DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

Rapporteur : Monsieur le Maire

Pour une commune de moins de 3500 habitants, outre le Maire qui est Président, cette Commission est composée de 3 membres du Conseil titulaires et de 3 suppléants élus par le Conseil en son sein.

Sont élus :

Titulaires	Suppléants
M. Jean Marie NICOLAY M. Richard PERRET M. Emile OMINETTI	M. Jean BRABLE M. Frédéric NAVROT M. Marc VINCENT

Adopté à l'unanimité.

SCY-CHAZELLES, le 5 avril 2008

Le secrétaire de séance
Gilbert KAUFFER

Le Maire
Jacques STRAUB